



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

*Direction départementale
des territoires
Service Environnement*

**ARRÊTÉ RELATIF AU PROGRAMME D' ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE SUR LA
ZONE DE PROTECTION DE L' AIRE D' ALIMENTATION DES CAPTAGES DE
LESQUIELLES SAINT GERMAIN ET GUISE SUR LA COMMUNE DE
LESQUIELLES-SAINT- GERMAIN PORTANT LES CODES BSS 0050-5X-0033 ET
0050-5X-0013**

**NOTE DE PRÉSENTATION
AU PUBLIC**

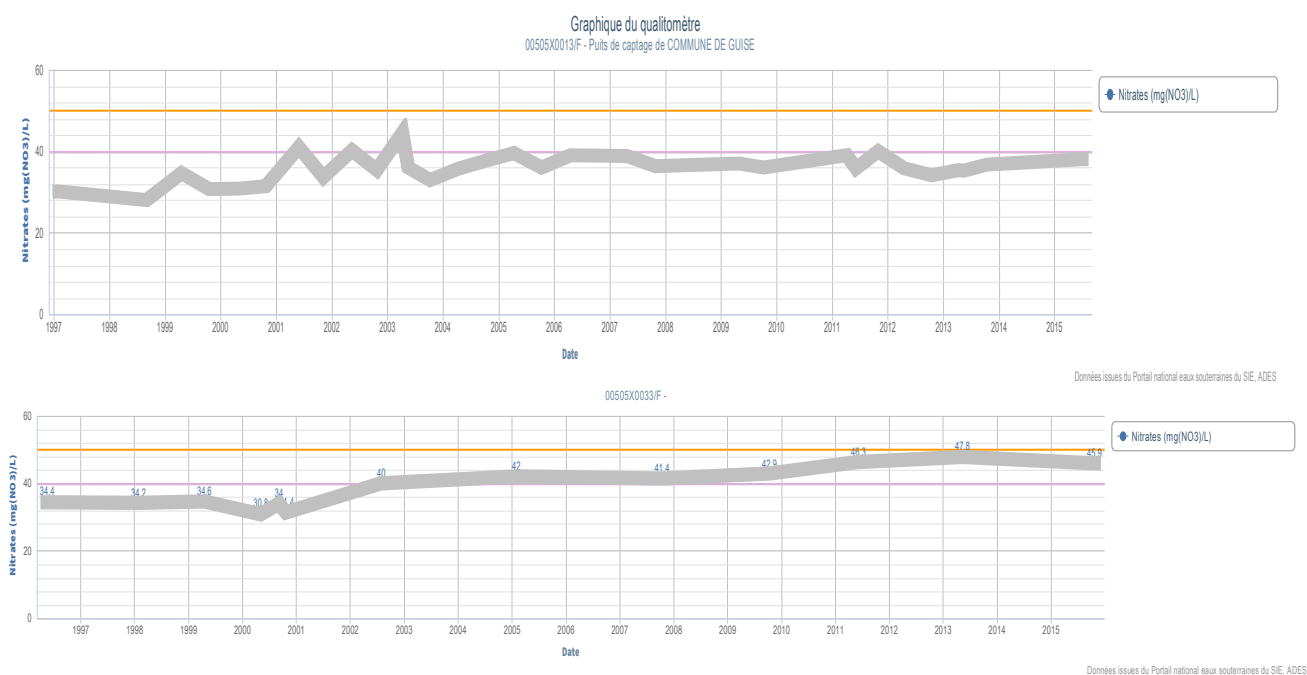


I/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 - Contexte général – Objectif

Les deux captages situés sur la commune de Lesquielles Saint Germain: **BSS 0050-5X-0033 ET 0050-5X-0013** alimentent Lesquielles Saint Germain et Guise. Les eaux brutes destinées à la consommation humaine présentent une concentration en nitrates proche de la norme de 50 mg/l (cf. Fig.1) avec une tendance à la hausse moins forte sur la dernière décennie (en 1968, la concentration en nitrates était de 12 mg/l, puis aux alentours de 30mg/l début des années 2000). Concernant les produits phytosanitaires, l'atrazine déséthyl, le bentazone et diflufenicanil sont présents mais à des niveaux inférieurs à la norme réglementaire.

Fig 1 : Analyse Nitrate des eaux brutes



Ces deux captages figurent dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses. L'objectif national est d'aboutir le plus rapidement possible à la mise en œuvre de programme d'actions visant à réduire ces pollutions.

Cette procédure conduit le préfet de département à prendre deux arrêtés suite à la réalisation d'études spécifiques et d'une concertation au niveau local :

- un arrêté de délimitation de la zone soumise à contraintes environnementales ;
- un arrêté de programme d'actions visant à réduire les pollutions diffuses, objet de la consultation présente ;

Le préfet peut, à l'expiration d'un délai de trois ans suivant la publication du programme d'actions, compte tenu des résultats de la mise en œuvre de ce programme en regard des objectifs fixés, décider de rendre obligatoires, dans les délais et les conditions qu'il fixe, certaines des mesures

préconisées par le programme.

Une étude a été commandée par la communauté de communes de la région de Guise et réalisé par Cerena/Invivo (2010-2011) afin de délimiter l'aire d'alimentation du captage (AAC), d'analyser la vulnérabilité de l'aquifère et de diagnostiquer les pressions de pollutions diffuses sur l'AAC qu'elles soient d'origine agricole ou non agricole,

Ces études ont été analysées par le comité de pilotage du 15 novembre 2011, comprenant les services de l'État compétents, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, les collectivités territoriales, la chambre d'agriculture et les organismes professionnels agricoles, et la version révisée a été jugée suffisante par le maître d'ouvrage.

L'AAC correspond à la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltré ou ruisselle alimente le captage. Afin de définir celle du captage **BSS 0050-5X-0033 ET 0050-5X-0013** le prestataire a décliné la méthodologie nationale¹, validée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), en fonction du contexte hydrogéologique local et des données bibliographiques disponibles.

La Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation du Captage (ZPAAC) de Lesquielles Saint Germain, (2015 ha), définie par l'arrêté préfectoral du 2 avril 2012, reprend cette délimitation dans son ensemble en l'élargissant à toutes les parcelles cadastrales. La ZPAAC représente la zone sur laquelle doit être mis en œuvre un programme d'actions visant à lutter contre les pollutions diffuses qui affectent les eaux brutes du captage(Cf. Fig 2).

1 VERNOUX J.F., WUILLEUMIER A., DÖRFLIGER N. (2007) – Délimitation des bassins d'alimentation des captages et de leur vulnérabilité vis-à-vis des pollutions diffuses. Guide méthodologique, rapport BRGM/RP-55874-FR, 75 pages, 14 illustrations. Disponible sur www.brgm.fr

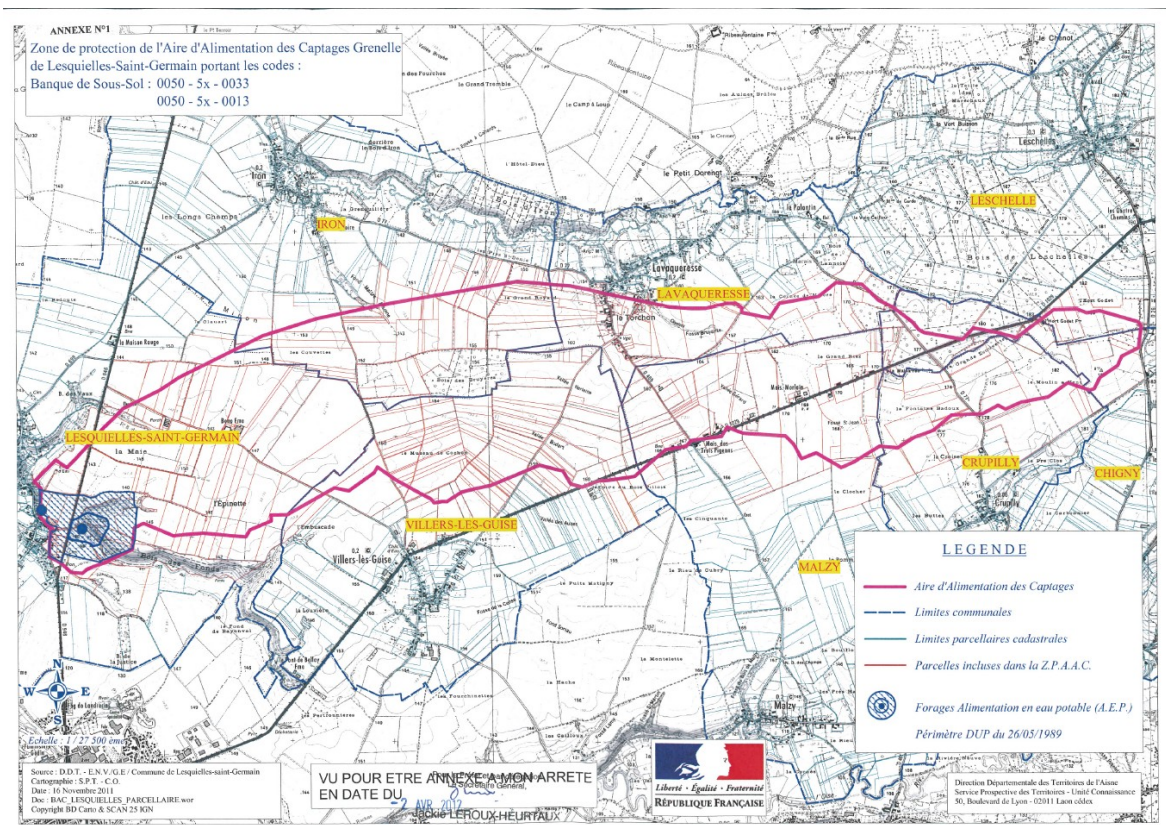


Fig. 2 : Parcelles incluses dans le programme d'action

1.2 - Présentation du projet

Le projet de décision mis en consultation vise à adopter le programme d'actions de lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole qui affectent la ZPAAC de Lesquiellès-Saint-Germain conformément au code rural. Il ne comprend ni les actions visant à lutter contre les pollutions diffuses d'origine non agricole, ni les actions visant à lutter contre les pollutions ponctuelles mises en œuvre sur le territoire de la dite ZPAAC. Ces deux volets d'actions sont toutefois présentés à la fin de l'annexe 4 et feront l'objet d'un suivi régulier.

Ce programme est issu des propositions d'actions émanant de l'étude menée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité responsable de la distribution de l'eau potable en 2010 – 2011 et d'une phase de concertation à deux niveaux :

- le programme d'actions est élaboré par un comité de pilotage présidé par le maître d'ouvrage et comprenant les services de l'État compétents, l'Agence de l'eau Seine Normandie, les collectivités territoriales, la chambre d'agriculture, les organismes professionnels agricoles ;
- en parallèle, les travaux du comité de pilotage font l'objet d'échanges avec les acteurs du territoire sous l'égide de la collectivité responsable de l'alimentation en eau potable et des organismes professionnels agricoles.

1.2.A – Contenu des mesures à promouvoir sur la ZPAAC

Le projet de programme d'actions de lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole ainsi construit comprend les mesures suivantes détaillées au titre II de l'arrêté:

- ◆ Sensibiliser et former les exploitants agricoles :
 - ◆ par l'édition minimum de 2 bulletins de recommandations techniques adaptées aux contextes agro-pédo-climatiques locaux chaque année ;
 - ◆ par la réalisation d'un diagnostic d'exploitation aboutissant à un plan d'action individualisé ;
 - ◆ par l'incitation à se former et la mise en place d'expérimentations

- ◆ Optimiser la dose d'azote à apporter :
 - ◆ en réalisant le plan prévisionnel de fumure obligatoire à partir de mesures (pesées de colza, reliquats sortie hiver, ...) ;
 - ◆ en fractionnant et gérant au mieux les apports ;
 - ◆ en instaurant un réseau de suivi pérenne des reliquats entrée et sortie hiver (RED/RSH).

- ◆ Améliorer la gestion des apports organiques :
 - ◆ par l'analyse régulière des fertilisants ;
 - ◆ par la détermination des lieux de stockages temporaires en prenant en compte l'impact environnemental ;
 - ◆ par la limitation de l'épandage avant/sur CIPAN² au-delà du réglementaire si et seulement si écart fort au prévisionnel

- ◆ Gérer de manière optimale la couverture du sol pendant l'inter-culture :
 - ◆ en respectant la réglementation générale
 - ◆ par la prise en compte du contexte écart fort au prévisionnel

- ◆ Raisonner les assolements et l'aménagement paysager :
 - ◆ en limitant l'impact des successions à risque fort : maïs grain et ensilage
 - ◆ en maintenant les surfaces en prairie permanente
 - ◆ en encourageant l'augmentation des surfaces de dilution : bandes enherbées, prairies et forêts, haies, bosquets

- ◆ En optimisant les pratiques relatives à l'usage de produits phytosanitaires.
 - ◆ en invitant à suivre les recommandations des diagnostics d'exploitation et en rappelant le plan Ecophyto, et en mettant en place des suivis technique, ciblant l'action là où les IFT sont les plus élevés
 - ◆ par la gestion de l'usage des molécules en fonction de seuil de risque de transfert
 - ◆ par la réalisation de mesures à mettre en œuvre lors des dépassements de seuils

1.2.B – Modalités de mise en œuvre et de suivi

Le titre III du projet de décision indique que la mise en œuvre du programme d'action est pilotée par les collectivités compétentes (communes de lesquelles Saint Germain et Guise) qui peuvent recourir à l'appui d'une autre structure pour les assister.

Le titre III indique également que les exploitants agricoles de la ZPAAC peuvent mobiliser différents outils financés par des fonds publics et concourant à limiter les pollutions diffuses.

Le titre IV du projet de décision expose les modalités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre

du programme d'action de lutte contre les pollutions diffuses.

Le suivi, étendu aux actions non agricoles mises en œuvre sur la ZPAAC, est réalisé par un comité de pilotage rassemblant l'ensemble des acteurs concernés. Ce comité, dont une liste non exhaustive des participants est indiquée à l'annexe 3, a vocation à se réunir au minimum une fois par an. Le suivi se matérialisera par une évaluation annuelle et un bilan d'actions sous 3 ans.

Le titre IV et les annexes 4 et 5 contiennent les indicateurs qui permettront de suivre la bonne mise en œuvre du programme (moyens employés) et d'évaluer l'atteinte des objectifs fixés. Toutefois une distinction est opérée entre les indicateurs de suivi technique de l'annexe 4 et les indicateurs de suivi réglementaire (ZSCE) de l'annexe 5. Cette distinction vise à préciser que seuls les indicateurs et objectifs décrits à l'annexe 5 seront mobilisés pour évaluer l'opportunité d'un passage à l'obligatoire de tout ou partie des actions décrites au titre II du présent projet de décision.

Le titre IV introduit enfin les moyens permettant de recueillir les données nécessaires au suivi de la mise en œuvre du programme d'action, à savoir :

- ◆ des analyses des eaux brutes du captage sur les paramètres nitrates (4 analyses) et deux analyses phytosanitaires ;
- ◆ la transmission des informations relatives aux pratiques agricoles sur la ZPAAC à la structure animatrice.

1.2.C – Validité et modalités de modification du programme d'action

Le titre V indique que le programme d'action, applicable dès sa publication, est en vigueur pour trois ans renouvelable tacitement sauf publication d'un arrêté modificatif de révision ou de renforcement.

La décision de réviser ou renforcer le présent programme d'action sera prise conformément à la réglementation applicable aux zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE) et en tenant compte des résultats de la mise en œuvre du programme d'action en regard des objectifs fixés.

Enfin, le titre VI expose les modalités de publication et d'exécution du présent projet de décision.

1.3 - Réglementations applicables

Ci-après la synthèse de la réglementation en vigueur relative à la définition du programme d'action de lutte contre les pollutions diffuses sur la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage.

Points principaux du dossier	Sources législatives ou communautaires	Sources réglementaires
Définition du programme d'action de lutte contre les pollutions diffuses sur une zone de protection d'aire d'alimentation de captage d'eau potable.	Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CE articles 4, 6 et 7 ; Directive Eaux Souterraines 2006/118/CE ; L211-3, L212-1, L212-5-1 (CE ³) L114-1 à L114-3 (CRPM ⁴)	R211-110 et R211-80 à R211-83 (CE) R114-1 à R114-10 (CRPM) SDAGE-programme de mesures du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté préfectoral du 1 ^{er} décembre 2015

3 Code de l'environnement

4 Code rural et de la pêche maritime

II/ DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

2.1 – Présentation locale du projet

Un projet abouti a été présenté notamment lors du comité de pilotage du 14 novembre 2016. Certaines remarques post COPIL, après analyse de leur opportunité, ont été intégrées dans la version actuelle.

La version actuelle a également fait l'objet d'une présentation orale lors d'une réunion d'information du public à la salle des fêtes de Lesquielles Saint Germain, le 31 août 2017.

2.2 – Consultation administrative

Le projet de décision fait l'objet d'une consultation administrative sur une période de 2 mois à compter du 18 septembre 2017.

Cette consultation est menée auprès des services suivants :

Services consultés
Chambre d'Agriculture de l'Aisne
Agence de l'Eau Seine Normandie
Agence Régionale de Santé
Etablissement Public Territorial de Bassin Entente Oise-Aisne
Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la Vallée de l'Oise
4 communes concernées pour tout ou partie par la ZPAAC

2.3 – Modalités de participation du public

En application des dispositions de l'article L.120-1 du code de l'environnement, le projet d'arrêté accompagné d'une note de présentation est rendu accessible au public pendant un mois via le site internet de la préfecture de l'Aisne et un dossier format papier à la sous-préfecture de Vervins.

Le public pourra envoyer ses observations à partir du 2 octobre 2017 par courriel à l'adresse électronique : ddt-env@aisne.gouv.fr, les consigner par écrit sur un registre mis à sa disposition en sous-préfecture de Vervins ou les envoyer par courrier à l'adresse suivante⁵ :

Direction départementale des territoires de l'Aisne
Service Environnement (unité GPD)
50 Boulevard de Lyon
02011 LAON CEDEX

La sous-préfecture de Vervins est ouverte au public les lundi au vendredi de 08h45 à 12h00.

LAON, le 19 septembre 2017

Le rédacteur

signé

⁵ Le cachet de la Poste faisant foi.

M. NOLLET

Vu et transmis,
Le chef du service Environnement,

signé

P. DELAVEAUD